



Esta obra está licenciada
com uma Licença Creative
Commons Atribuição-Não
Comercial-Compartilha
Igual 4.0 Internacional.

Le “wokisme” ou la guerre culturelle à la française

O “wokismo” ou a guerra cultural à francesa

“Wokisme” or the French culture war

“Wokisme” o la guerra cultural francesa

RÉSUMÉ

Transcription de l'exposé de l'auteur à la Journée d'études du GENA, le 30 mai 2022 au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), Paris.

MOTS-CLÉS: wokisme; guerre culturelle; ennemisation; extrême droite; néolibéralisme.

RESUMO

Transcrição da exposição do autor na Jornada de Estudos do GENA, em 30 de maio de 2022 no Conservatório Nacional de Artes e Ofícios (CNAM), Paris.

PALAVRAS-CHAVE: wokismo; guerra cultural; inimização; extrema direita; neoliberalismo.

ABSTRACT

Transcript of the author's exhibition at the GENA Study Day, on May 30, 2022 at the National Conservatory of Arts and Crafts (CNAM), Paris.

KEYWORDS: wokism; culture war; enmity; far right; neoliberalism.

RESUMEN

Transcripción de la exposición del autor en el GENA Study Day, el 30 de mayo de 2022 en el Conservatorio Nacional de Artes y Oficios (CNAM), París.

PALABRAS-CLAVE: wokismo; guerra cultural; enemidad; extrema derecha; neoliberalismo.

Christian Laval

Professeur émérite de l'Université
L'Université de Paris-Ouest
Nanterre-La Défense
christian.laval@parisnanterre.fr

Artigo recebido em:

03/10/2022

Artigo aprovado em:

31/10/2022

Artigo publicado em:

01/12/2022

Rappelons d'abord rapidement de ce que nous avons développé sur les guerres culturelles ou guerres de valeur dans le chapitre 8 de notre ouvrage *Le choix de la guerre civile*. Nous avons souligné combien le néolibéralisme avait pu s'imposer en jouant de la division à l'intérieur de la population au nom des valeurs traditionnelles, plus précisément nous notions, je cite, que "le déplacement de l'opposition politique sur le terrain des valeurs constitue l'un des phénomènes politiques les plus importants des dernières décennies. Il permet en effet d'expliquer comment le néolibéralisme s'est emparé de l'espace des possibles politiques, et en même temps comment la version la plus autoritaire et conservatrice du néolibéralisme a pu triompher dans un certain nombre de pays (Dardot *et al.*, 2021, p. 206)".

La scène intellectuelle et politique française en offre une illustration frappante, quoi qu'extrêmement complexe. Et c'est cet aspect à la fois actuel et français que je voudrais présenter ici.

Nous précisons à la suite de Nancy Fraser que le néolibéralisme avait ainsi pu lui-même se diviser en deux branches ou en deux versants, un néolibéralisme conservateur et

réactionnaire, et un néolibéralisme plus libéral sur le plan des mœurs et des libertés individuelles, apparemment plus sensible aussi aux minorités et aux discriminations. Pourtant cette division ne cesse de poser question, particulièrement en France. Comment se fait-il ainsi qu'en France "l'extrême centre" macroniste n'a cessé jusqu'à la nomination du nouveau gouvernement (on y reviendra) sur le terrain des dites valeurs d'adopter le langage de l'extrême droite et de mener des campagnes d'une grande violence contre tout ce qui ressemblait à des "valeurs de gauche", redistribution, hospitalité, égalité, pour faire valoir, à l'inverse, des "valeurs de droite": identité nationale, sécurité, ordre public, et ceci sous le nom de République, au nom de la laïcité. Il y a là de quoi faire douter de cette partition que propose Nancy Fraser. Bien sûr pour en rester au cas français, la droite et l'extrême droite néolibérales s'opposent (comme on l'a vu au second tour des élections présidentielles), il n'y a pas fusion, mais on voit aussi en même temps tout ce qu'elles partagent: non seulement une même conception économique qui voit dans l'impôt et les réglementations



Revista do Programa de Pós-Graduação em Geografia e do Departamento de Geografia da UFES

Volume 2, n. 35
Julho-Dezembro, 2022
ISSN: 2175-3709

sance mais aussi toute une rhétorique violente venant directement de l'extrême droite, et reprise par une grande partie des médias.

La dénonciation de l' "islamo-gauchisme", du communautarisme, de l' "indigénisme", du séparatisme, et maintenant du *wokisme*, leur sont largement communs. Mais il y a plus et c'est peut-être le plus inquiétant. Une grande partie de cette rhétorique dénonciatrice est reprise par des individus ou des groupements qui se situent à gauche ou prétendent se situer à gauche. L'un de ces mouvements dits de gauche s'appelle le Printemps républicain, qui depuis 2016 date de sa création n'entend plus opposer la gauche et la droite mais les "républicains" et les "communautaristes". Par communautaristes, il faut essentiellement entendre les "islamistes", voire les musulmans.

Cette rhétorique vient de l'extrême droite mais comme l'ont montré Corcuff et Marlière nous assistons à un confusionnisme généralisé dans lequel les thématiques d'extrême droite se sont diffusées aussi à gauche, avec, je cite, "la valorisation patriotique de la nation, la critique du niveau international (qui se traduit par un discours aux accents euro-

phobes et anti-migrants sous couvert de critique de l'Union européenne et de la mondialisation néolibérale) et la promotion d'un "universalisme républicain" théorique qui disqualifie tout discours examinant les apories pratiques du républicanisme français (allergie au multiculturalisme, désintérêt pour les discriminations raciales et liées au genre, racisme et islamophobie)"¹. Et l'on pourrait ainsi faire la longue liste ici de tous ceux qui à gauche ont favorisé un chauvinisme français qui aujourd'hui se retourne contre les intellectuels critiques. Il y a en France une tentative de cliver l'espace politique en rapprochant les nationalistes dits républicains et les autres, les premiers exaltant un universalisme purement français, hyper-français même. S'il n'y a pas fusion entre extrême droite, droite et une partie de la gauche dite républicaine, il y a en tout cas un large consensus identitaire, sécuritaire et nationaliste.

Je voudrais ici plus spécialement m'intéresser aux attaques qui ont visé l'université, la recherche, les enseignants, qui ont été d'abord accusés d'islamogauchisme, en gros de complicité avec les djihadistes, puis de plus en plus de "wokisme".

1. Philippe Marlière, "Prendre au sérieux le 'confusionnisme politique'", AOC, 7 octobre 2021. In: <https://aoc.media/opinion/2021/10/06/prendre-au-serieux-le-confusionnisme-politique/>.

Mon propos ici voudrait illustrer et développer en même temps l'idée selon laquelle nous vivons en France un moment de disqualification des sciences sociales et de la pensée critique plus généralement, qui ne vient pas seulement de l'extrême droite ou de la droite la plus radicale mais d'un plus vaste espace politique et idéologique, comprenant une grande partie de ceux que l'on a considérés ici au GENA comme les acteurs du néolibéralisme, qu'ils soient de droite ou de gauche d'ailleurs. Et c'est justement ce point qui pourra nous amener à une comparaison intéressante avec ce qui se passe dans d'autres pays, au Brésil, en Turquie ou aux États-Unis.

UN ÉTRANGE COLLOQUE

Je partirai d'un petit événement qui a peut-être échappé à nos amis étrangers, mais qui a fait un certain bruit ici. Il s'agit d'un colloque tenu en Sorbonne le 7 et 8 janvier 2022, organisé par plusieurs associations dont l'observatoire du décolonialisme et introduit par le ministre de l'éducation nationale en personne, Jean-Michel Blanquer. La personnalité de Blanquer n'est pas à négliger, professeur de droit public, puis haut fonctionnaire de l'éduca-

tion et enfin ministre (le plus long à ce poste). Il est aussi devenu un militant antiwokiste acharné. Il a créé en octobre 2021 un "Laboratoire de la République", présenté notamment comme une arme contre le "wokisme".

Le thème de ce colloque portait sur le "déconstructionnisme", autrement dit, selon les organisateurs, la pointe avancée de la destruction de la pensée civilisée, ou l'entreprise la plus dangereuse de destruction de l'universalisme à la française. Le programme d'action proposée par le colloque visait à "déconstruire la déconstruction". Ce qui sonne un peu comme un gag si ces gens ne se voulaient sérieux.

Qu'est-ce qui s'est dit lors de ce colloque tristement fameux? Le ministre Blanquer, qui a quitté la semaine dernière ses fonctions après cinq ans de ministère, a très bien résumé l'enjeu: "Après avoir fourni le virus, nous devons fournir le vaccin", a-t-il dit. La maladie en question qui a infecté le monde c'est le virus déconstructeur. Et c'est cela qu'il faut guérir. Ce que la France a exporté, c'est une maladie mondiale de la pensée, une maladie en voie d'universalisation qui menace le vrai universalisme, qui comme on s'en doute, est français.



Revista do Programa de
Pós-Graduação em Geografia e
do Departamento de Geografia
da UFES

Volume 2, n. 35
Julho-Dezembro, 2022
ISSN: 2175-3709

Le paradoxe est grand qui voit des responsables gouvernementaux, des journalistes, des essayistes et des universitaires s'en prendre à des pans entiers de la théorie critique française au nom d'une sorte de supériorité de l'universalisme français dit républicain.

Considérer un mouvement de pensée, un courant critique, des travaux intellectuels comme le produit d'une maladie du corps social n'est pas nouveau. Cette image très médicale du virus et du vaccin est en soi très intéressante, c'est un topos du discours de la décadence, qui est le propre d'une pensée réactionnaire. Et c'est même un grand classique de la pensée réactionnaire. On peut ici se rapporter à Hyppolite Taine, qui dans *les Origines de la France contemporaine*, après la défaite de 1870 et la Commune de Paris, avait soutenu que la Révolution française étaient proprement la maladie française, la source de sa décadence et de sa dissolution, l'origine de la division des classes, de la guerre civile et du socialisme. Blanquer a pris ainsi la tête depuis au moins 2019 d'une sorte de croisade morale dénonçant d'abord les universitaires et les militants islamo-gauchistes qui ravageraient l'université et la recherche, puis, plus récem-

ment, changeant la cible, le déconstructionnisme. Il s'agit, disait l'ex-ministre, d'arrêter *d'être sur la défensive, il faut désormais organiser la contre-offensive. La République est défiée et challengée. Il ne faut pas être naïf face aux forces de fragmentation*". Notons qu'il prend le train en marche. Depuis deux ou trois ans, un groupe d'universitaires a multiplié les tribunes collectives prétendant que l'université est menacée par le postcolonialisme, que la recherche est envahie par des problématiques féministes et antiracistes, par une matrice intellectuelle communautariste venue des campus nord-américains. La ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a même prétendu en février 2021 que la société et l'université étaient "gangrenées par l'islamo-gauchisme". L'accusation s'est vite dégonflée tant le phénomène était d'ailleurs introuvable. Le terme était un peu gênant, calqué sur celui de "judéo-bolchévisme" de l'extrême droite de l'entre-deux guerres.

LE FANTASME DU WOKISME

C'est à l'occasion de ce colloque, un an après la campagne contre l'islamo-gauchisme, qu'un mot nouveau qui

s'est mis à circuler à grande vitesse, et dont, au départ, on peut supposer que beaucoup n'en comprenaient pas le sens, le mot "wokisme", un néologisme français, dérivé de l'anglais "woke", éveillé, est érigé en un terme pseudo-savant. Le mot "wokisme" fait désormais partie du lexique très particulier de l'extrême droite et de la droite, du personnel gouvernemental et même d'une partie de la gauche, celle qui se veut "universaliste et républicaine". Il fait désormais partie des mots et expressions infamants en compagnie de quelques autres: islamo-gauchisme bien sûr, mais aussi intersectionnalité, théorie du genre, décolonialisme, postcolonialisme, *cancel culture*, *woke*, wokisme, et même comme on vient de le voir déconstruction, pour ne pas dire *French Theory*. Ces mots valent les uns pour les autres dans leur indistinction et leur absence de sens précis. Ce ne sont pas des mots qui ont un contenu, mais des termes offensants, des mots de guerre idéologique qui visent à "stigmatiser des courants politiques souvent incommensurables tout en évitant de se demander ce qu'ils ont à dire"². Ces mots peuvent d'ailleurs se combiner: Pierre-Henri Tavoillot, président du Collège de phi-

losophie et co-organisateur du colloque de la Sorbonne, dénonçait la "déconstruction wokiste". Plus on les met en série, plus il semble désigner quelques faits réels, alors que l'on ne fait qu'ajouter du vide à du vide. En réalité, lorsqu'on lit ou écoute les partisans de cet anti-wokisme ce sont toujours les mêmes événements qui sont invoqués: l'interdiction d'une conférence à Bordeaux, d'une pièce de théâtre à la Sorbonne et quelques très rares autres encore, une réunion non-mixte dans telle ou telle université³. Rien d'une invasion ou d'une gangrène en tout cas.

Mais que mettent ces pourfendeurs, à part ces faits anecdotiques, sous le terme de wokisme? A peu près tout ce qui leur déplaît aujourd'hui dans les mouvements en faveur de l'égalité. Ce danger imaginaire permet de tout englober et de tout amalgamer. Le procédé consiste à produire des paniques morales infondées pour contrecarrer une grande poussée égalitaire et démocratique qui se manifeste un peu partout dans le monde et pas seulement aux Etats-Unis. Qu'on songe à l'impact mondiale du Black lives matter ou de #Metoo: c'est contre ce mouvement démocratique très profond, anti-raciste, décolo-

2. Valentin Denis. "L'agitation de la chimère "wokisme" ou l'empêchement du débat". AOC. In: <https://aoc.media/opinion/2021/11/25/lagitation-de-la-chimere-wokisme-ou-lempechement-du-debat/>.
3. Je ne dis pas ici que la pente «identitaire» ou «indigéniste» n'existe pas, je ne dis pas non que des effets de censure qui ne devraient pas avoir leur place à l'université ne se sont pas produits.



Revista do Programa de Pós-Graduação em Geografia e do Departamento de Geografia da UFES

Volume 2, n. 35
Julho-Dezembro, 2022
ISSN: 2175-3709

nial et féministe que la droite se mobilise avec l'appui de quelques supplétifs de gauche. Le wokisme, plus encore, est regardé comme une menace sur la raison, la science, l'art parce qu'il introduit la dimension historique et sociologique de la domination et de l'inégalité là où cette dimension, d'après ces polémistes, ne devrait pas être convoquée. Et pour mieux disqualifier le recours à cette dimension critique, rien ne vaut la caricature, l'anecdote, la réduction et l'amalgame. Ainsi quand les intervenants à ce colloque parlent de la "culture woke", ils ont en vue non pas ce que le mouvement woke veut dire aux États-Unis, soit une attention soutenue, une vigilance toujours en éveil, aux phénomènes de discrimination envers les femmes, les minorités sexuelles ou les personnes de couleur, mais une vaste entreprise de subversion de la culture occidentale et de l'universalisme par une exigence de droits particuliers voire de privilèges qui feraient rupture avec l'égalité juridique. Parler de "culture woke" comme ils le font, c'est désigner une culture qui serait destinée à remplacer la culture occidentale, sous l'effet de la "pensée décoloniale", laquelle serait une pensée essentiellement particulariste

qui mettrait en avant la supériorité des cultures précoloniales. Les organisateurs du colloque de janvier dénoncent ainsi dans la pensée décoloniale, je cite, "un dogme moral contre l'esprit critique" (...) avec "*in fine*, la tentation de l'annulation, c'est-à-dire d'une table rase du passé, de l'histoire, de l'art, de la littérature et de l'ensemble de l'héritage civilisationnel occidental, désormais voué au pilori"⁴. Cette dénonciation a la même structure que le racisme de l'extrême droite: la culture française est menacée de "grand remplacement" comme le serait la population française du fait de l'immigration selon la théorie raciste de Renaud Camus. Cette peur du grand remplacement de la pensée universaliste française par la "culture woke" appartient bel et bien au schéma de fonctionnement de la pensée de l'extrême droite, au même titre que l'islamogauchisme. Avec le wokisme, on a une illustration assez parfaite de ce que nous avons appelé "ennemisation", ou "fabrication de l'ennemi".

LES FAUSSAIRES DE L'UNIVERSALISME

La campagne anti-pensée décoloniale ne relève pas comme les militants de ce courant

4. Valérie Toranian, "Résister à la folie woke", éditorial 10 janvier 2022, *La Revue des deux mondes*, <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/resister-a-la-folie-woke/>.

le croient ou le proclament d'une particularité française, mais d'un *nationalisme transnational*, si vous me permettez l'expression, celui de la "droite globale". La singularité française tient à ce que ce ralliement aux thématiques anti-égalitaires de cette droite globale se fait au nom de valeurs apparemment progressistes quand ailleurs les mêmes guerres se mènent au nom de valeurs religieuses obscurantistes. Ainsi aux Etats-Unis dans les Etats républicains, on fait la chasse aux éducateurs "woke" dans l'enseignement public au nom de la religion. On pouvait lire très récemment dans le journal *Le Monde* cette information: "sur la lancée de la Floride, qui l'a adoptée fin mars, une douzaine d'Etats, de l'Alabama à l'Ohio et à la Louisiane, ont mis à l'examen la loi dite "Don't say gay", qui interdit d'évoquer les sujets d'identité de genre ou d'orientation sexuelle à l'école primaire. L'éducation sexuelle n'y est pas au programme, mais les opposants estiment que la législation vise surtout à intimider l'ensemble des enseignants"⁵.

Ces dénonciations politiques et pseudo-savantes, ces interdits se font en France au nom de "l'universalisme républicain". La République, se-

lon ce discours, n'aurait pas à connaître les phénomènes de la domination spécifique liés aux classes, aux genres, aux races, aux cultures. Car y faire droit serait tomber sur le plan de la conception de la société dans le communautarisme ou dans le "séparatisme" (ce qui veut dire pour les responsables politiques la même chose) et du relativisme sur le plan de la pensée. Or, la République, toujours selon ce discours, repose sur l'unité du peuple, elle est "indivisible", elle ne connaît pas de groupes séparés, pas de minorités qui auraient le droit de faire valoir des traitements spécifiques qui leur seraient infligés, pas même de conflictualité. De la même façon, la science ne connaît pas de points de vue particuliers, les subalternes, les femmes, les personnes noires ou maghrébines n'ont pas de points de vue particuliers à faire valoir car la vérité est une, la science est une.

Il y a dans cette dénonciation du "wokisme" une passion de l'unité, la même que l'on trouve dans la dénonciation de ce qui peut "diviser" la fameuse "communauté des citoyens". C'est au nom de l'unité du peuple comme de l'unité de la vérité que le wokisme doit être combattu. La pensée dite

5. Corine Lesnes, "Aux Etats-Unis, face à la révolution conservatrice qui s'annonce, les démocrates organisent la résistance", *Le Monde*, 19 avril 2022.



Revista do Programa de Pós-Graduação em Geografia e do Departamento de Geografia da UFES

Volume 2, n. 35
Julho-Dezembro, 2022
ISSN: 2175-3709

républicaine fonctionne selon un dogmatisme selon lequel il existerait réellement un modèle d'intégration et d'égalité de tous dans une communauté nationale composée de citoyens tous traités de la même façon par la loi et les administrations. En réalité, on a là la pure expression de l'hyper-souverainisme à la française et son culte de l'État.

Il n'est pas très difficile de comprendre les biais de ce faux universalisme: L'accusation de particularismes au nom d'un universalisme a quelque chose de "logiquement pervers". L'universaliste, ou le prétendu tel, accuse de "wokisme" ceux qui se battent contre des discriminations de genre, de race, de religion. Or, l'universaliste prétendu devrait pourtant être le premier à combattre ces discriminations, à être un "universaliste concret". Car ces discriminations obéissent précisément à des critères particularistes et inégalitaires: les hommes supérieurs aux femmes, les blancs supérieurs aux noirs, les Européens supérieurs aux asiatiques (ou inversement) les urbains supérieurs aux ruraux. Remarquons aussi que ces attaques contre les défenseurs de l'égalité se produisent à un moment de réaffirmation d'un racisme sans complexe,

d'un suprémacisme blanc, qui est curieusement épargné par ces "républicains".

Un leader de la droite Bruno Retailleau a récemment donné la clé de cet universalisme en attaquant le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye lequel aurait défendu des points de vue aux antipodes des valeurs de la République. Car ces dernières impliqueraient d'après Retailleau je cite une "indifférence aux différences"⁶. On a bien là l'affirmation d'une posture de négation abstraite de la réalité sociale au nom d'une mythique "communauté nationale".

Il faudrait sans doute replacer aussi cette mystique unitaire dans son cadre mondial. La France refuse aux peuples autochtones sur les territoires français la jouissance des droits collectifs que leur reconnaît la Déclaration des droits des peuples autochtones de 2007, sous prétexte qu'il n'existe qu'un peuple français d'après l'article 2 de la Constitution de 1958, qui stipule que la France est "une République indivisible, laïque, démocratique et sociale qui assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens quelle que soit leur origine" (un problème qui se pose aussi bien en Guyane, qu'en Nouvelle Calédonie et qu'en Corse avec la

6. France inter, "Le grand entretien", 25 mai 2022. In: <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-du-mercredi-25-mai-2022-5641376>.

renvencation des autonomistes d'une reconnaissance d'un "peuple corse").

C'est également au nom d'un tel républicanisme que se mène une guerre contre non pas les religions en général mais contre la religion musulmane soupçonnée d'incompatibilité avec les "valeurs de la République" pour son essence "séparatiste", si l'on peut dire. La laïcité si souvent invoquée ne désigne plus le respect des croyances privées par la neutralisation des institutions d'État en matière religieuse mais un principe identitaire qui combat l'islamisation supposée de la société (Gautier; Zacarini-Fournel, 2002, p. 245). Autrement dit, la laïcité dite républicaine est devenue un cache-sexe d'une islamophobie d'État (selon l'expression de Jean-François Bayard)⁷.

Au bout du compte, on a affaire en vérité à l'expression d'un nationalisme idéologique qui voudrait se faire passer pour un universalisme. La France éclaire le monde, telle est la croyance nationaliste la mieux partagée, et à droite et dans une partie de la gauche. Cette France-là ne doit rien au monde et ce qui vient du monde est généralement mauvais. La meilleure preuve de ce nationalisme idéologique est

l'anti-américanisme qui s'y exprime à travers des mots d'origine anglo-saxonne dont on ne comprend pas le sens, ou bien auquel on attribue un sens qui n'a rien à voir avec la signification originelle et le contexte. L'ennemi trouve sa source dans les campus américains, et c'est contre les campus américains qu'il faut dresser des digues, ou plutôt inventer le vaccin. Ce sont les campus américains qui nous envahissent et qui font le jeu de l'islamisme, de la fragmentation du pays, de la division du Peuple et de la Nation. Mais cette polémique traduit aussi une ignorance militante. "L'universalisme républicain" mène campagne contre la pensée critique française qui elle s'est véritablement universalisée notamment sur les campus américains, ce que Blanquer justement traite de pandémie mentale et intellectuelle. Il y a là non seulement un repli chauvin mais l'illusion que "l'universalisme républicain" dont ils se réclament est le seul universalisme, que tout le reste est un relativisme destructeur des bases de la pensée et de l'art. S'ils ne veulent pas voir ce qu'ont apporté les auteurs français à la pensée sociale et philosophique à l'échelle mondiale, ils ignorent aussi que tout ne vient pas des campus amé-

7. Cité in *ibid*, p. 245



Revista do Programa de Pós-Graduação em Geografia e do Departamento de Geografia da UFES

Volume 2, n. 35
Julho-Dezembro, 2022
ISSN: 2175-3709

ricains, que des travaux très importants et même fondateurs viennent d'Amérique latine, d'Inde ou du Moyen Orient. La confusion par exemple entre les études postcoloniales issues des travaux anglo-saxons et des études décoloniales qui viennent plutôt d'Amérique latine témoigne de leur ignorance. Ils ne se doutent même pas que cette dénonciation devrait porter en réalité bien au-delà des États-Unis, et s'adresser aux sciences sociales telles qu'elles se redéfinissent aujourd'hui à l'échelle mondiale. Ils sont au plus loin de ces idées nouvelles selon lesquelles il y aurait des épistémologies du Sud, ou bien encore un "pluriversalisme" fécond, car le monde est français. Ce qu'ils récusent, au fond, c'est la mondialisation de la pensée et des sciences sociales. Cet universalisme est à la fois un nationalisme ignorant et un provincialisme étroit. Pour conclure, on pourrait dire que ceux qui assimilent toute position anti-discriminatoire avec une doctrine identitaire et séparatiste sont les premiers à être réellement les adeptes d'une logique identitaire qui s'ignore, soit l'idée qu'il existerait une identité de la pensée française, qui serait son universalisme. Et le danger serait bien celui d'une dissolution

de l'identité intellectuelle de la France, exactement comme l'immigration et l'islam constituent une menace pour l'identité nationale de la population.

CONCLUSION: UN NOUVEAU MACCARTHYSME

On s'étonnera peut-être de ce que ces universitaires se mobilisent contre des phénomènes extrêmement limités, et très exagérés, alors que l'extrême droite ouvertement raciste, toute prête à menacer les libertés et l'État de droit, est entièrement épargnée par leur "défense de la culture occidentale". Mais en réalité, leur combat sans qu'ils le reconnaissent n'est pas scientifique, bien que les organisateurs et les intervenants se revendiquent de l'objectivité. Le but est politique, leur méthode est stratégique. Cela fait un certain temps qu'à travers des tribunes dénonçant le wokisme et avant "l'islamo-gauchisme", une petite fraction du monde académique très militante dans la défense de la véritable pensée française universelle, c'est-à-dire républicaine, et anti-communautariste, cherche à intéresser et mobiliser les gouvernants afin qu'ils repèrent et punissent ceux qui auraient fait trop grand usage de ces théories dangereuses et de ces con-

cepts très suspects. En somme, un nouveau maccarthysme se met en place qui menace la liberté de la recherche. Et il a été parfaitement formulé par Macron qui jugeait “*le monde universitaire coupable*” d’avoir “*encouragé l’ethnisation de la question sociale*”?⁸

Défendre la culture contre les barbares venus des Etats-Unis, voilà en somme le ressort de ce qui apparaît bien comme la création d’une “panique morale” dans le monde académique. Ce sont les sciences sociales et la philosophie qui sont mises en position d’accusées pour leur supposée collusion avec les mobilisations féministes, homosexuelles, ou anti-racistes. Ce qui est en cause, c’est une évolution des sciences sociales qui ont intégré (en France plus tard qu’ailleurs) les problématiques de genre, de race, de sexualité, de colonialité. Je dirais plus encore, que ce qui s’est banalisé dans les sciences sociales c’est l’apport de Foucault sur les rapports étroits entre savoir et pouvoir, c’est la mise en cause des biais et des limites des points de vue des dominants. Or, que ce soit du côté des études féministes, des études postcoloniales ou décoloniales, ce qui leur est commun, c’est la prise en compte des dominés,

des subalternes, de ceux qui ne comptaient pas, qui n’étaient que des objets de discours. Cela renvoie à une rupture épistémologique qui entend tenir aucun compte des expériences et des énonciations des sujets sociaux. Ce qui est dénoncé comme particularisme”, c’est précisément le fait de partir de l’expérience vécue, et spécialement les expériences négatives, invaliderait leur propos comme issu d’une particularité littéralement insignifiante. On peut faire sans doute plein de reproches à certaines études “minoritaires”, par exemple de minimiser ou de marginaliser la division sociale en classes (c’est le cas de Beaud et de Noiriel) au profit du genre ou de la race (Beaud; Noiriel, 2021), mais il est difficile d’ignorer que la problématique de l’intersectionnalité est précisément faite pour combiner et articuler les différentes catégories d’inégalités et de discriminations dans l’analyse des expériences concrètement vécues. Il ne s’agit pas de réifier des “identités particulières” mais de combiner des variables. S’il y a réification des identités, un peu comme dans le marxisme dogmatique, l’identité ouvrière, il y a trahison de l’esprit des méthodes intersectionnelles. Sur le plan

8. Entretien, juin 2021 dans le journal Elle. In: <https://www.elle.fr/Societe/News/Entretien-exclusif-Emmanuel-Macron-Je-ne-vais-pas-changer-de-Premier-ministre-3934126>.



Revista do Programa de Pós-Graduação em Geografia e do Departamento de Geografia da UFES

Volume 2, n. 35
Julho-Dezembro, 2022
ISSN: 2175-3709

métodologique, rien n'empêche la combinaison des critères de classe avec ceux de genre, de race ou de nation. Mais il est tout aussi certain que la crise du discours marxiste a pu entraîner, en quelque sorte par un effet de balancier, une surestimation des catégories, de sorte que le critère de classe a pu être minimisé dans certaines études. C'est en tout cas le reproche que Beaud et Noiriel ont fait aux problématiques intersectionnelles (qui donc ne l'étaient pas assez). Mais ce n'est pas le reproche fait par les anti-wokistes. Ce qu'ils reprochent aux sciences sociales n'est pas d'oublier la catégorie de classe, c'est d'introduire des différenciations là où ne devrait exister que des abstractions unitaires: des Français, des Citoyens, des Hommes. Cela interroge sur la capacité des "élites" françaises à remettre en question le passé colonial de la France et de ses conséquences jusque dans le présent; de la même manière, cette offensive réactionnaire interroge sur la capacité à prendre la mesure du racisme, et notamment du "racisme d'État", expression de Bourdieu qui est honnie par les universitaires réactionnaires. Il y a un lien étroit entre la perpétuelle dénonciation de 68, dans un discours qu'on peut

dire contre-révolutionnaire, et les dénonciations présentes. Car ce qui est considéré comme une maladie mentale issue de la *French Theory*, est en réalité le produit des mouvements des années 60 et 70 et de leurs effets théoriques, notamment en France. C'est toujours le même combat contre la grande poussée égalitariste de 68 qui se poursuit, en réinventant de nouveaux ennemis.

BIBLIOGRAPHIE

BEAUD, Stéphane; Noiriél, Gérard. *Race et sciences sociales. Essai sur les usages publics d'une catégorie*. Paris: Agone, 2021.

DARDOT, Pierre; GUÉGUEN, Haud; LAVAL, Christian; SAUVÊTRE, Pierre. *A escolha da guerra civil. Uma outra história do neoliberalismo*. São Paulo: Ed. Elefante, 2021.

GAUTIER, Claude; ZACARINI-FOURNEL, Michelle. *De la défense des savoirs critiques. Quand le pouvoir s'en prend à l'autonomie de la recherche*. Paris: La Découverte, 2022.



Revista do Programa de
Pós-Graduação em Geografia e
do Departamento de Geografia
da UFES

Volume 2, n. 35
Julho-Dezembro, 2022
ISSN: 2175-3709